

# Assainissement : Les besoins estimés à 165 milliards de francs CFA

Dossier de rédaction de H2o  
May 2010

Oumar Sarr, ministre d'État, a présenté la 4<sup>ème</sup> revue annuelle du PEPAM - Programme eau et assainissement pour le millénaire. Les chiffres-clés sur l'exécution du programme ont apportés. Ces chiffres retracent notamment un ralentissement de l'effort, en conséquence duquel le taux d'accès à l'eau potable qui est passé de 75,5 % en 2008 à 73,6 % en 2009. La baisse est, selon le ministre, imputable à plusieurs mais aussi à la dégradation du taux de disponibilité des forages motorisés, passé de 93 % en 2006 à 89 % en 2009, enfin au déclassement de plusieurs centaines de puits dans la région de Matam en état de très grande vétusté et d'insalubrité. Évoquant la situation de l'hydraulique urbaine, le taux d'accès global à l'eau potable se situe, selon lui, en 2009 à un niveau élevé de 97 % dont 88 % par branchements particuliers et 9 % par bornes fontaines. Quid de la qualité de l'eau ? La mise en œuvre du plan d'actions d'amélioration de la qualité de l'eau initié par la SDE et l'achèvement par la SONES de la phase 2 de l'usine de Keur Momar Sarr ; l'inauguration de la station expérimentale de Thiadiaye d'une capacité de 720 m<sup>3</sup>/jour pour la réduction du fluor dans l'eau témoignent d'une amélioration de la qualité d'eau qui va progressant dans la banlieue et dans certaines capitales régionales comme Ziguinchor, Tambacounda et Thiès.

Le taux d'accès à l'assainissement est lui aujourd'hui de 45 % : 63,6 % pour l'assainissement urbain et 28,9 % pour l'assainissement rural, le taux est de 28,9 %. Les objectifs - ambitieux, ont été respectivement placés à 78 % et 63 % pour 2015. Selon le ministre Adama Sall en charge de l'Assainissement et de l'Hygiène publique, les besoins de financements additionnels pour atteindre ces objectifs seraient de 165 milliards de francs CFA dont 109 milliards pour l'assainissement urbain et 56 milliards pour l'assainissement rural. L'urgence de la mobilisation des ressources additionnelles doit être accompagnée selon le ministre Adama Sall par la prise en compte des besoins pressants de renouvellement de plus de 400 kilomètres de réseaux d'eaux usées de Dakar devenus particulièrement vétustes et qui pose beaucoup de problèmes d'exploitation à l'ONAS. Ce besoin de financement représenterait près de la moitié des investissements réalisés depuis 2005, soient 352 milliards de francs CFA.

La revue a par ailleurs été l'occasion de discuter les agents clés du secteur de l'eau et de l'assainissement, parmi lesquels Mamadou Dia, directeur général de la SDE, Matar Fall, expert en eau et assainissement à la Banque mondiale, et Baba Coulibaly, expert en assainissement.

Babacar Bachir Sane, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica  
29-04-2010

Seyni Diop, Walfadjri (Dakar) - AllAfrica  
29-04-2010

Agence de Presse SĂ©nĂ©galaise (Dakar) - AllAfrica  
Ă 28-04-2010